**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE BESANÇON**

N° 2300175

Mme B...

M. Joël Seytel
Rapporteur

M. Gérard Poitreau
Rapporteur public

Audience du 1^{er} février 2024
Décision du 22 février 2024

C+

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Besançon,

(2^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une ordonnance du 1^{er} février 2023, la vice-présidente du tribunal administratif de Strasbourg a transmis au tribunal administratif de Besançon la requête de Mme C... B... enregistrée le 25 janvier 2023.

Par cette requête, enregistrée au tribunal administratif de Besançon le 1^{er} février 2023, Mme B..., représentée par Me Alory, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 25 novembre 2022 retirant l'arrêté du 21 juillet 2022 par lequel la préfète de la zone de défense et de sécurité Est l'a admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} décembre 2022 et l'a radiée des cadres à compter de cette même date ;

2°) d'enjoindre à la préfète de la zone de défense et de sécurité Est « de prendre l'ensemble des décisions permettant de la rétablir dans ses droits, notamment sa radiation des cadres et l'ordonnancement des dépenses publiques correspondant à ses pensions », dans le délai d'un mois à compter du présent jugement et sous astreinte de 100 euros par jour de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Mme B... soutient que :

- l'arrêté attaqué n'est pas motivé ;
- il méconnaît les dispositions de l'article L. 242-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

- il méconnaît les dispositions de l'article 44 de la loi du 10 novembre 2010.

Par un mémoire en défense, enregistré le 30 novembre 2023, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté numérique conclut au rejet de la requête.

Le ministre soutient que les moyens soulevés par Mme B... ne sont pas fondés.

Par un mémoire en défense, enregistré le 5 décembre 2023, le ministre de l'intérieur et des outre-mer conclut au rejet de la requête.

Le ministre soutient que les moyens soulevés par Mme B... ne sont pas fondés.

La procédure a été communiquée à la préfète de la zone de défense et de sécurité Est qui n'a pas produit de mémoire.

En application des dispositions de l'article R. 222-17 du code de justice administrative, la présidente du tribunal a désigné M. Pernot, premier conseiller, pour présider la deuxième chambre du tribunal, en cas de vacance ou d'empêchement.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 ;
- le code des pensions civiles et militaires de retraite ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Seytel,
- les conclusions de M. Poitreau,
- les observations de Me Alory pour Mme B...

Considérant ce qui suit :

1. Mme B..., adjointe technique principale de 2^{ème} classe affectée à la préfecture du Jura, a sollicité son départ en retraite anticipée. Par un arrêté du 21 juillet 2022, la préfète de la zone de défense et de sécurité Est a admis Mme B... à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} décembre 2022 et l'a radiée des cadres à compter de cette même date. Par un arrêté du 25 novembre 2022, notifié le 29 novembre suivant, la préfète de la zone de défense et de sécurité Est a rapporté l'arrêté du 21 juillet 2022. Mme B... demande l'annulation de ce second arrêté.

Sur la légalité de l'arrêté attaqué :

2. Aux termes de l'article L. 242-1 du code des relations entre le public et l'administration : « *L'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative ou sur la demande d'un tiers que si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision* » et aux termes

de l'article L. 211-2 de ce code : « (...) doivent être motivées les décisions qui : / (...) 4^o Retirent ou abrogent une décision créatrice de droits (...) ».

3. Par ailleurs, il résulte de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite, dans sa rédaction applicable au litige, que l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite est de soixante-deux ans pour les fonctionnaires nés à compter du 1^{er} janvier 1955. Par dérogation à ces dispositions, l'article 44 de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites prévoit que : « *le fonctionnaire civil et le militaire ayant accompli quinze années de services civils ou militaires effectifs avant le 1^{er} janvier 2012 et parent à cette date de trois enfants vivants, ou décédés par faits de guerre, conserve la possibilité de liquider sa pension par anticipation à condition d'avoir, pour chaque enfant, interrompu ou réduit son activité dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat (...)* ». L'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite précise que : « *Les services pris en compte dans la constitution du droit à pension sont : / 1^o Les services accomplis par les fonctionnaires titulaires et stagiaires mentionnés à l'article 2 de la loi n^o 83-634 du 13 juillet 1983 (...)* ».

4. Les dispositions citées au point précédent permettent à un agent qui en remplit les conditions d'obtenir la liquidation de sa pension de retraite avant l'âge prévu par les dispositions de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite. A l'inverse, lorsque l'agent ne remplit pas les conditions qui lui permettent de liquider sa pension de retraite par anticipation, il ne peut pas être admis à la retraite. Il s'ensuit que, lorsqu'un agent demande son admission à la retraite sur le fondement de ces dispositions, la décision qui fait droit à sa demande est une décision purement reconnaîtive qui ne fait que tirer les conséquences d'un droit à pension de retraite et n'est pas, par elle-même, créatrice de droits. Dès lors, en l'absence de titre de pension, la décision d'admission à la retraite de l'agent concerné peut être retirée sans condition.

5. En premier lieu, il ressort des pièces du dossier que l'arrêté du 10 octobre 2022 délivrant un titre de pension à Mme B... a été retiré le 21 novembre 2022 par le ministre de l'économie et des finances. La décision attaquée n'ayant pour objet que de retirer la décision reconnaîtive prise le 21 juillet 2022, elle n'avait pas à être motivée en application des dispositions précitées du 4^o de l'article L. 211-2 du code des relations entre le public et l'administration. Par suite, le moyen soulevé en ce sens ne peut être qu'écarté.

6. En deuxième lieu, et pour les raisons qui viennent d'être exposées, à la date de l'arrêté contesté, le 25 novembre 2022, la décision du 21 juillet 2022 par laquelle Mme B... avait été admise à faire valoir ses droits à la retraite n'avait pas créé de droits en sa faveur. Il s'ensuit que l'intéressée n'est pas fondée à soutenir que l'arrêté contesté procède au retrait d'une décision créatrice de droits au-delà du délai de quatre mois prévu par les dispositions de l'article L. 242-1 du code des relations entre le public et l'administration. Par suite, le moyen soulevé en ce sens ne peut être qu'écarté.

7. En dernier lieu, l'arrêté du 25 novembre 2022 n'ayant pour objet que de tirer les conséquences du retrait du titre de pension de Mme B... le 21 novembre 2022, le moyen tiré de la méconnaissance des dispositions précitées de l'article 44 de la loi du 9 novembre 2010 est sans incidence sur la légalité de cet arrêté. Par suite, le moyen soulevé en ce sens ne peut être qu'écarté.

8. Il résulte de ce qui précède que Mme B... n'est pas fondée à demander l'annulation de l'arrêté qu'elle conteste.

Sur les autres demandes :

9. Le présent jugement n'implique aucune mesure d'exécution. Dès lors, les demandes d'injonction et d'astreinte doivent être rejetées.

Sur les frais liés au litige :

10. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'une somme soit mise à la charge de l'Etat qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance.

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de Mme B... est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à Mme C... B..., au ministre de l'intérieur et des outre-mer et au ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté numérique.

Copie en sera adressée, pour information, à la préfète de la zone de défense et de sécurité Est.

Délibéré après l'audience du 1^{er} février 2024, à laquelle siégeaient :

- M. Pernot, premier conseiller faisant fonction de président,
- M. Seytel, conseiller,
- Mme Marquesuzaa, conseillère.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 22 février 2024.

Le rapporteur,

Le premier conseiller faisant fonction de
président,

J. Seytel

A. Pernot

La greffière,

C. Quelos

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur et des outre-mer, en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
La greffière